

LETTRE D'INFORMATION SUR LES RISQUES ET CRISES



LIREC

N°29
NOVEMBRE 2011

Sommaire

Actualité nationale

- Retour sur la mise en place du plan gouvernemental NRBC : plus que quelques mois

Actualité européenne

- Violences urbaines en Angleterre : un premier retour d'expérience

Actualité internationale

- Thaïlande : de l'inondation à la crise

Recherche et innovation

- *Google Earth* au service de la santé publique
- SAFER : répondre aux situations d'urgence

Agenda

ZOOM DU MOIS

Réseaux vitaux,
un mikado dangereux

Événements du mois

Tremblement de terre en Turquie

Le 24 octobre un tremblement de terre a frappé la province de Van à l'est de la Turquie et a provoqué, à l'heure où nous écrivons ces lignes, au moins 601 morts, 4150 blessés et des centaines de disparus. Ce tremblement de terre de magnitude 7,2 est le plus fort enregistré ces dernières années en Turquie. Il a touché 700 000 personnes dont la plupart ont perdu leur logement. Les premières chutes de neiges dans l'est de la Turquie vont venir aggraver la situation précaire des sinistrés.

Cette catastrophe influence également la situation géopolitique car, après avoir initialement refusé leur aide, Ankara a finalement accepté que l'Arménie et Israël puissent se joindre à la trentaine de pays offrant leur aide aux autorités turques. Un avion israélien transportant cinq logements préfabriqués pour les victimes du séisme a pu atterrir à Ankara le jeudi 27 octobre tandis que l'Arménie a envoyé 40 tonnes d'aide d'urgence. De plus, et alors que l'armée turque poursuit une vaste offensive contre les rebelles kurdes qui ont tué la semaine dernière 24 soldats, de nombreux Turcs se sont mobilisés pour venir en aide à leurs concitoyens kurdes. L'Arabie Saoudite a, quant à elle, débloqué une aide de 50 millions de dollars.

Marée noire en Nouvelle Zélande

Un porte-conteneurs battant pavillon libérien, le *Rena*, a heurté le 5 octobre dernier le récif des *Astrolabes* au cœur de la baie de Plenty au nord-est de la Nouvelle-Zélande. 350 tonnes de fioul lourd très toxique se sont échappées. Connue pour être un paradis marin peuplé de baleines, de dauphins et d'oiseaux de mer, la baie de Plenty est désormais la victime d'une catastrophe écologique d'autant plus grave qu'elle intervient en pleine période de nidification.

Occultée par la coupe du monde de rugby puis par le tremblement de terre en Turquie et les inondations en Thaïlande, cette catastrophe rallonge désormais la liste de ces marées noires oubliées comme celle du 16 juillet 2010 à Dalian en Chine où 1500 tonnes de pétrole se sont déversées dans la Mer Jaune.

Inondations en Thaïlande

L'ampleur de cette catastrophe nous a conduits à lui consacrer un article spécial dans la rubrique Actualité internationale.

Retour sur la mise en place du plan gouvernemental NRBC : plus que quelques mois

Le 27 juillet 2012 seront ouverts les Jeux olympiques d'été à Londres. Compte tenu de la proximité géographique, les pouvoirs publics ont souhaité ouvrir le territoire par les déclinaisons zonales et départementales du nouveau plan NRBC afin d'être en mesure de réagir à toute attaque terroriste.

La date butoir pour la transposition du plan gouvernemental NRBC, validé par le Premier ministre le 16 septembre 2010, a été fixée au 29 février 2012 pour les plans zonaux et au 29 juin 2012 pour les plans départementaux.

Plus orienté sur des mesures génériques que les versions antérieures, ce plan se substitue aux plans Piratome, Biotox et Piratox. Il a pour objectif de fournir au Premier ministre et aux ministres concernés une aide à la décision en cas d'action malveillante avérée ou de menace d'action malveillante à caractère terroriste utilisant des matières nucléaires, radiologiques, biologiques ou chimiques visant les personnes, les animaux, les biens ou l'environnement.

Le ministre confie aux départements et aux zones de défense et de sécurité le soin d'en assurer la déclinaison territoriale et d'être en mesure d'apporter une réponse à six situations génériques recensées dans les domaines suivants : sécurité intérieure, sécurité civile, sécurité sanitaire humaine, sécurité sanitaire animale et végétale, protection du consommateur et défense via la coopération civilo-militaire.

L'instruction signée par le ministre de l'Intérieur le 25 février 2011 décrit pour la première fois de manière pratique les relations qui doivent s'instaurer entre la zone de défense et de sécurité et les départements dans le domaine – complexe mais emblématique – de la stratégie de sécurité nationale.

La zone de défense et de sécurité joue un rôle essentiel d'intégration et d'animation : elle constitue le niveau pertinent de protection des populations et de mobilisation des ressources opérationnelles, enjeux qui dépassent le cadre départemental.

Si le préfet de département reste l'autorité locale de direction des pouvoirs publics, la réponse au terrorisme NRBC passe *a minima* par un mécanisme de solidarité interdépartemental organisé par l'échelon zonal.

Un guide méthodologique annexé à la circulaire du 25 février 2011 présente de manière pragmatique la méthodologie de planification de sécurité nationale au niveau territorial et les modalités de la relation entre la zone de défense et de sécurité et le département.

Cette approche permet également d'intégrer les dispositifs de planification territoriaux déjà existants tels que Vigipirate, le plan Orsec ou les plans d'urgence départementaux relatifs à la santé animale et végétale.

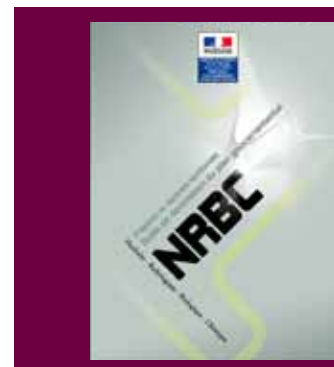
Alors que les plans territoriaux étaient conçus à partir de l'inventaire des moyens disponibles, le plan gouvernemental NRBC recense les capacités disponibles afin de fournir aux décideurs des informations leur permettant d'évaluer leur marge de manœuvre : en situation d'urgence le préfet a davantage besoin de savoir ce qu'une unité opérationnelle est en mesure de réaliser effectivement que de connaître le matériel dont elle est dotée.

C'est pourquoi les plans élaborés par les préfets contiendront des indicateurs capacitaires. Sur cette base, le niveau central disposera des données nécessaires pour mettre en œuvre la stratégie de sécurité nationale dans le domaine NRBC sous ses différents aspects : doctrine, organisation, planification, équipement, formation, intervention...

Disposant d'une vision panoramique des besoins et des moyens, le préfet sera ainsi en mesure de déterminer la contribution qu'il pourra exiger des différents services opérationnels au regard de leurs capacités respectives (nature et quantité des moyens disponibles, délais d'intervention, mode opératoire) et des objectifs de sécurité qu'il aura lui-même fixés.

Le plan NRBC contient également des modèles de réponse qui constituent la base des plans territoriaux mais qui devront être ajustés aux capacités disponibles et aux contraintes locales. Ils permettent d'avoir une vision globale des différents services intervenants, de leurs missions particulières et de leurs contraintes horaires.

La formalisation d'indicateurs capacitaires doit permettre dans un premier temps de quantifier les objectifs de sécurité et dans un second temps d'évaluer de manière permanente le niveau de réponse apporté par les dispositifs ■



Violences urbaines en Angleterre : un premier retour d'expérience

Les émeutes urbaines qui ont embrasé Londres, Birmingham, Manchester, Nottingham, Liverpool et Gloucester pendant quatre nuits consécutives au cours du mois d'août dernier ont fait cinq morts et ont donné lieu à 2 000 arrestations. Les médias sociaux (*Facebook*, *Twitter*, *Research in Motion*) ont fréquemment été montrés du doigt – notamment par la classe politique – pour leur rôle, réel ou supposé, dans l'aggravation de la crise sans pourtant qu'aucune donnée factuelle ne puisse venir les étayer, faute de retour d'expérience.

Cette lacune est désormais en train d'être comblée puisqu'une étude intitulée *Reading the Riots* (Décrypter les émeutes) a été lancée. Conçue sur le modèle d'une enquête réalisée aux Etats-Unis en 1967 à la suite des émeutes de Detroit, elle vise à éclaircir les causes et à évaluer les conséquences de cet épisode de violences urbaines en s'appuyant sur des données factuelles plutôt que sur des conjectures par nature invérifiables.

L'originalité de cette étude de grande ampleur est de ne pas avoir été commanditée par le gouvernement britannique. Elle est le résultat d'initiatives issues de la société civile : la matière première est fournie par un quotidien (le *Guardian*) et un opérateur de communication américain (*Twitter*). La rigueur méthodologique de son exploitation est garantie par un établissement d'enseignement supérieur (la *London School of Economics*). Son financement est assuré par deux fondations privées, *Open Society Foundations*¹ du milliardaire Georges Soros et la *Joseph Rowntree Foundation*².

La démarche consiste à exploiter systématiquement deux bases de données distinctes : celle, compilée par le *Guardian* avec l'aide du ministère de la Justice, qui est relative aux prévenus déferés devant les tribunaux, et celle constituée des quelques 2,5 millions de tweets échangés pendant les événements et dont la société Twitter a autorisé l'exploitation. Des équipes d'interviewers interrogeront le plus grand nombre possible des prévenus afin de comprendre comment et pourquoi ils se sont retrouvés impliqués dans ces événements. Mais ils interrogeront également les personnes qui ont été affectées par ces événements sans y avoir pris part ainsi que des policiers, des magistrats du siège et du parquet. Garant de la rigueur méthodologique, le département de politique sociale de la *London School of Economics* assure le recrutement et la formation méthodologique de l'équipe d'interviewers.

Reading the Riots ne fournira sans doute pas de solution miracle mais elle permettra très certainement de mieux comprendre ce qui s'est réellement passé et de ne pas incriminer à tort les médias sociaux. En effet les premières réactions de certains responsables politiques, dont le Premier ministre David Cameron, a consisté à mettre en cause la responsabilité de *Research in Motion*, *Facebook* et *Twitter* et d'envisager leur fermeture temporaire. Ils étaient accusés d'avoir servi de moyen de communication privilégié aux émeutiers. De telles accusations ont néanmoins été contrebalancées par le fait que les forces de l'ordre elles-mêmes avaient fait usage de ces mêmes réseaux sociaux pour rester en contact avec les habitants des quartiers concernés et dissiper en temps réel les rumeurs et les légendes urbaines qui couraient sur la toile à propos de ces violences. De même ces réseaux ont servi à alerter les commerçants qui ont pu ainsi fermer à temps leurs boutiques avant que les violences ne gagnent leurs quartiers et à organiser certaines initiatives citoyennes de réhabilitation des quartiers dévastés. Enfin il semble que, sur les 2,5 millions de messages envoyés au cours de cette crise, seuls quelques centaines de tweets aient été envoyés avant le déclenchement des violences et puissent être éventuellement attribués à meneurs.

Sans présumer du résultat de l'étude on peut néanmoins penser que *Reading the Riots* permettra très certainement d'écarter certaines fausses explications et d'améliorer la compréhension d'un épisode de violence urbaine qui, faute d'avoir été compris sur le moment, s'est mué en véritable crise. N'est-ce pas déjà la première raison d'être d'un retour d'expérience ? ■

Pour en savoir plus :

<http://www.guardian.co.uk/uk/series/reading-the-riots>



© AFP

(1) *Open Society Foundations* est un ensemble de fondations créées et financées par le milliardaire Georges Soros dans le but de promouvoir la démocratie et les droits de l'homme.

(2) *Joseph Rowntree Foundation* est une fondation britannique qui finance des programmes de recherche appliquée portant sur les grandes questions sociales au Royaume-Uni. Son financement est assuré par les intérêts que produit la fortune de son fondateur Joseph Rowntree (1836-1926).

Thaïlande : de l'inondation à la crise

Depuis cet été l'Asie du Sud Est connaît une mousson anormalement élevée qui provoque les pires inondations enregistrées depuis 50 ans. Selon l'ONU ce sont déjà plus de 750 personnes qui ont été tuées en Birmanie, au Cambodge, au Vietnam, au Laos et aux Philippines et des millions de personnes ont été affectées. Mais c'est en Thaïlande que le bilan est le plus élevé. Au 7 novembre on y déplore déjà plus de 500 morts et 10 millions de personnes sinistrées tandis que le coût de la reconstruction est déjà estimé à 5 milliards d'euros. Plusieurs aéroports – dont celui de Don Muang qui assure la desserte des vols intérieurs et qui sert de centre d'accueil pour les réfugiés – ont été fermés et le gouvernement a décrété une fermeture des services publics du jeudi 27 octobre au lundi 1^{er} novembre tandis que la rentrée des écoles publiques a été reportée au 15 novembre. Après avoir longtemps cherché à préserver la capitale, le gouvernement a fini par se résoudre à l'inexorable.

A l'heure où nous écrivons ces lignes les conséquences économiques de ces inondations ne sont pas chiffrées de manière définitive mais les prévisions de croissance ont d'ores et déjà été revues à la baisse de deux points. Près de 11 000 usines sont inondées, un demi-million d'ouvriers touchés et 1,35 million d'hectares de rizières submergés. Les répercussions seront d'autant plus importantes que l'appareil productif thaïlandais est tourné vers l'exportation et, à ce titre, est exposé à la concurrence internationale. Sont principalement concernés les secteurs de l'automobile et de l'industrie informatique puisque la Thaïlande est le 2^e pays producteur de disques durs avec environ 25% de la production mondiale. Les professionnels anticipent une pénurie qui touchera les principaux fabricants d'ordinateurs et qui devrait faire grimper les prix. Toyota et Honda ont également annoncé des baisses de production significative alors même que ces constructeurs commencent à se remettre des conséquences de Fukushima.

Au-delà des conséquences déjà tragiques de la montée des eaux et des problèmes qu'elle engendre, nous assistons en direct à la mutation d'une catastrophe naturelle en crise.

Les inondations entraînent des répercussions politiques importantes qui fragilisent la nouvelle Premier ministre madame Yingluck Shinawatra. Entrée en politique sous le patronage embarrassant de son frère aîné, l'ancien Premier ministre Takshin Shinawatra¹, ses compétences avaient été

régulièrement mises en cause. Depuis le début des inondations ses adversaires concentrent leurs critiques sur sa gestion de la crise. Ils lui reprochent notamment d'avoir envoyé des messages contradictoires en déclinant l'aide proposée par les Etats-Unis et d'avoir ainsi minimisé la gravité de la situation. Quelques jours plus tard, Yingluck Shinawatra annonçait que la crise pouvait durer de quatre à six semaines et appelait les habitants de la capitale à se préparer à des inondations susceptibles d'atteindre un mètre par endroits.

Ils lui reprochent également de déclencher des mouvements de panique en prenant des décisions incohérentes. Elle a procédé, le 20 octobre, à un revirement stratégique en se fixant pour objectif non plus d'épargner Bangkok à tout prix en contenant les eaux mais de soulager les provinces du Nord et de l'Est déjà inondées en facilitant l'écoulement des eaux vers la mer à travers les écluses qui assurent en temps normal la régulation des 2 000 kilomètres de cours d'eau et canaux qui sillonnent la capitale thaïlandaise. L'annonce de sa décision d'inonder une partie de Bangkok – qui compte 12 millions d'habitants – a déclenché une nouvelle ruée des habitants vers les supermarchés où les réserves d'eau étaient souvent déjà épuisées. Si la décision n'est pas en elle-même irrationnelle – épargner le quartier des affaires qui concentre une part importante du PIB – il s'agit néanmoins d'un arbitrage politique qui doit être explicité afin de pouvoir être accepté par la population. Or, deux jours plus tard seulement des affrontements ont eu lieu dans les quartiers périphériques de Bangkok pour empêcher la construction de digues.

Mais le plus grave est sans doute que la gestion de la crise constitue un enjeu de politique intérieure empêchant ainsi une réponse coordonnée. Aux dysfonctionnements involontaires initialement déplorés se sont rajoutées les interférences des conseillers du roi, de l'armée et du gouverneur de Bangkok qui

prennent leurs initiatives de façon autonome.

Sans présumer de la suite des événements il est néanmoins possible d'affirmer que le manque de légitimité politique des autorités, le manque de lisibilité de sa stratégie et l'instrumentalisation politique de la gestion de crise constituent autant d'éléments susceptibles de transformer ce qui était au départ un accident naturel affectant l'ensemble de la région en une crise systémique qui aura des conséquences durables sur la vie de la Thaïlande ■



(1) Premier ministre de 2001 à 2006, le général Takshin Shinawatra a longtemps été accusé de corruption avant de devoir renoncer au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat. En 2007 il racheta le club de football anglais de Manchester City pour un montant de 81,6 millions de livres.

Google Earth au service de la santé publique

Des scientifiques de l'Université d'Oxford ont trouvé un nouveau moyen de cartographier avec précision les éclosions de fièvre typhoïde à Katmandou où cette maladie fait chaque année des ravages. Financés par le *Wellcome Trust*¹, ils ont réussi à associer plusieurs innovations technologiques pour obtenir une cartographie de la propagation de la typhoïde : la technologie de séquençage de l'ADN, la technologie du GPS et le système de cartes *Google Earth*.

Causée par deux bactéries – la *Salmonella typhi* et la *Salmonella paratyphi* – la fièvre typhoïde est propagée par l'eau ou par des aliments contaminés par des matières fécales. Les personnes atteintes présentent les symptômes suivants : fièvre, douleurs abdominales et vomissements. Bien que les récents progrès dans le séquençage de l'ADN permettent désormais aux scientifiques d'identifier et de mesurer les mutations de l'agent pathogène et de suivre avec précision la propagation de certaines maladies, le traçage de la propagation de la typhoïde à Katmandou restait difficile : d'une part les mutations étaient rares et non détectables par les techniques disponibles et d'autre part les noms de rue n'existent pas au Népal ce qui ne facilitait pas le travail de géo-localisation.

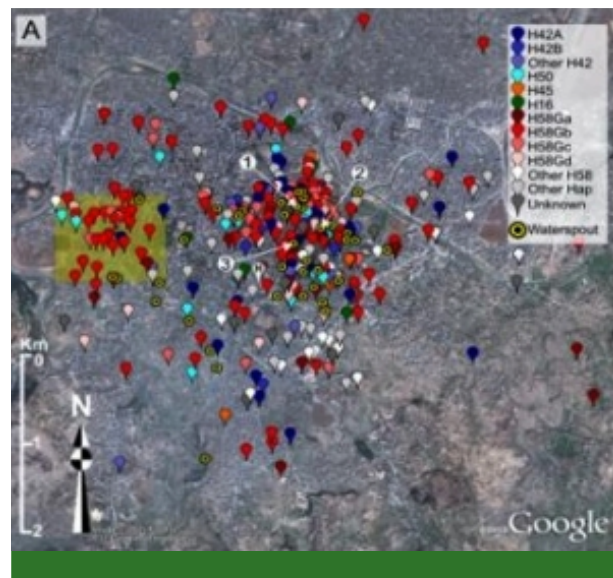
Les chercheurs ont conduit une étude de 2005 à 2009 auprès de plus de 700 personnes atteintes de la typhoïde ayant consulté à l'hôpital de Katmandou au Népal. Après avoir isolé les souches bactériennes, les chercheurs se sont rendus dans les foyers des personnes infectées pour y faire des prélèvements sanguins auprès de tous ceux qui y vivaient. Puis ils ont cartographié chaque génotype à l'aide de la technologie GPS et ont transféré ces données au service de *Google Earth*. La caractéristique de cette étude est de combiner l'usage de la cartographie et des génotypes pour établir les modalités les plus probables de la transmission du virus et identifier ainsi les zones où le risque d'infection est le plus élevé.

Les résultats de cette étude, publiée dans l'édition du 16 octobre de la revue *Open Biology*, fournissent des informations d'autant plus précieuses qu'elles sont contre-intuitives. La cartographie réalisée remet ainsi en cause le présupposé que les points d'eau naturels sont purs. Elle suggère que l'infection est davantage due à une contamination de nappes phréatiques par des matières fécales lors de la mousson plutôt qu'à une transmission du virus par contagion.

Un tel diagnostic renouvelle l'analyse du problème sanitaire. Les pouvoirs publics savent désormais que les mesures de santé publique déjà prises (diagnostic, traitement et vaccination) ne pourront lutter efficacement contre la typhoïde à Katmandou tant que les infrastructures sanitaires ne seront pas améliorées. Mais surtout l'usage combiné de ces technologies, déjà esquissé en 2009 par *Google* pour cartographier l'extension de la grippe en Europe², ouvre de nouvelles perspectives pour d'autres pathologies ■

Pour en savoir plus :

<http://rsob.royalsocietypublishing.org/search?fulltext=baker&submit=yes&andexactfulltext=and&x=0&y=0>



- (1) Le *Wellcome Trust* est une association philanthropique britannique qui finance la recherche médicale. Avec un budget de 30,2 milliards de dollars elle est la deuxième plus riche au monde après la *Bill & Melinda Gates Foundation*.
- (2) Voir l'article intitulé *La campagne de vaccination* du numéro 6 (octobre 2009) de la LIREC.



SAFER: répondre aux situations d'urgence

Inondations de grande ampleur, feux catastrophiques, tremblement de terre... Autant de catastrophes naturelles majeures qui nécessitent que les équipes de secours disposent le plus vite possible d'une description fiable de la situation sur le terrain. Le service SAFER (Services and Applications For the Emergency Response) permet de répondre à de telles urgences en fournissant le plus rapidement possible des cartes produites à partir d'images satellites pour aider l'action des secours et des autorités en charge de la sécurité et de la protection civile.

Piloté par les équipes d'Astrium Services spécialisées en géo-information, SAFER s'appuie sur les compétences et le savoir-faire de 54 partenaires spécialisés dans la gestion des risques et l'observation de la planète. Le consortium regroupe ainsi des utilisateurs (services de protection civile des différents pays européens, organisations non-gouvernementales), des fournisseurs de services (le Sertit¹ ou DLR/Zki²) – mais aussi des agences spatiales et des instituts de recherche.

SAFER est entré dans sa phase opérationnelle en avril 2009, avec des équipes d'astreinte 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Dès qu'un service de protection civile demande l'activation du service auprès de la Commission européenne, SAFER déclenche la programmation d'images satellites et fournit des cartes de référence dans un délai avoisinant 6 heures et des cartes d'évaluation et de situation dans un délai de 24 à 36 heures, ainsi que des produits de suivi de crise.

Au-delà de la réponse à l'urgence, SAFER fournit également des services pour l'aide à la reconstruction et à la réhabilitation ainsi que des outils contribuant à une meilleure prévention. L'optimisation des processus opérationnels est primordiale, depuis l'acquisition de données en mode « rush », jusqu'à la fourniture d'informations aux décideurs et aux acteurs sur le terrain, en passant par l'interface avec les utilisateurs.

Depuis avril 2009, le service a déjà été activé à une centaine de reprises en Europe et dans le monde : tempête Xynthia en France, tremblement de terre en Haïti et en Indonésie, incendies... Plusieurs de ces activations ont été réalisées en collaboration étroite avec la Charte Internationale Espace et Catastrophes Majeures³ dans le cadre d'un accord de coopération établi entre SAFER et le Conseil directeur de la Charte.

Le projet SAFER s'inscrit dans la phase pré-opérationnelle du système de surveillance globale pour l'environnement et la sécurité – GMES (Global Monitoring for Environment & Security) – co-financé par la Commission européenne. En trois ans, SAFER a démontré l'efficacité du modèle mis en place et l'aptitude de l'Europe à être réactive en fournissant rapidement une assistance efficace aux catastrophes naturelles et humanitaires partout dans le monde. A partir de 2012, il sera relayé par le service GMES de gestion des urgences (Emergency Management Service). Ce service sera alors financé à 100% par la Commission Européenne, dans le cadre budgétaire du GIO (GMES Initial Operations) ■



Pour en savoir plus :
www.astrium.eads.net

<http://www.emergencyresponse.eu>

<http://www.gmes.cz/en/article/gio-gmes-initial-operations-emergency-management-service-external-validation>

[http://www.gmes.info/pages-secondaires/news/news-detail/?no_cache=1&tx_ttnews\[tt_news\]=596](http://www.gmes.info/pages-secondaires/news/news-detail/?no_cache=1&tx_ttnews[tt_news]=596)

- (1) Le SERTIT est le Service Régional de Traitement d'Image et de Télédétection situé à Strasbourg Pour une présentation du SERTIT se reporter à l'article de la LIREC n°11 intitulé *Séisme d'Haïti : des cartes par satellite pour aider les secours*.
- (2) Le DLR/Zki est le centre d'informations sur les crises par satellites du gouvernement allemand.
- (3) Il s'agit d'une association de différentes agences spatiales dont l'objectif est de fournir gratuitement aux autorités nationales de gestion des catastrophes et aux organisations internationales de secours des cartes de crise, basées sur des images satellitaires. Elle regroupe aujourd'hui 14 agences réparties en Amérique, en Europe et en Asie.



Réseaux vitaux, un mikado dangereux

Depuis une vingtaine d'année nous assistons au développement exponentiel des réseaux vitaux qui irriguent notre économie (eau potable, télécommunications, transports...). Leurs liens sont plus ou moins étroits mais aussi plus ou moins inexplorés. Cette interconnexion apparaît sous plusieurs noms : mondialisation, division des tâches, entreprise étendue, «just in time», gestion optimisée, «smart grid»¹, processus automatisés, réseau maillé...

Cette complexification croissante des systèmes est à la fois gage de performance mais aussi cause de vulnérabilité. La plupart des dispositifs relatifs à la sécurité des activités d'importance vitale² ont été conçus dans les pays industrialisés comme une réponse aux attentats du 11 septembre 2001. Ils envisagent principalement les menaces à caractère terroriste et les catastrophes naturelles mais assez peu les menaces criminelles qui pourraient provenir de l'intérieur même du système à protéger. De tels dispositifs ne sont donc pas totalement adaptés au traitement de l'intégrité du réseau ou de l'opérateur.

Dans une telle approche, le champ même de la menace criminelle est à définir. Il ne peut se réduire au seul cas de la corruption qui est le plus visible mais aussi le plus combattu. Les vulnérabilités sont multiples allant de l'utilisation frauduleuse du réseau à l'insu même de l'opérateur à la faible réactivité des administrations publiques en passant par les risques d'erreur, l'insuffisance des contrôles et

de la responsabilité, les normes informelles, la répartition des tâches, les mesures de responsabilisation ou encore le contrôle de la sous-traitance.

Ce simple constat a incité l'INHESJ à donner un éclairage tout particulier à d'autres types de vulnérabilités pouvant se révéler tout aussi désastreuses qu'un attentat ou une catastrophe naturelle. Dans le cadre des travaux d'actualisation du Livre blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale³, l'INHESJ a souhaité traiter de l'exploitation des vulnérabilités des réseaux par le crime organisé. Cette hypothèse ne relève pas seulement du domaine de l'ordre public ou du domaine judiciaire car elle est susceptible de mettre en péril les réseaux d'opérateurs et les infrastructures vitales.

L'altération des réseaux vitaux par des groupes criminels en quête de profits importants et désireux de pénétrer des systèmes de contrôle-clés pour l'économie ne ferait qu'accroître la défiance des citoyens envers les pouvoirs publics et les entreprises. Il apparaît donc indispensable que la stratégie de sécurité nationale intègre le plus en amont possible cette dimension afin de protéger notre développement social et économique.

Sans mutualisation effective des informations, des connaissances et des expériences des pouvoirs publics et des entreprises et sans un haut niveau d'actions conjointes et coordonnées, nous ne pouvons que craindre l'apparition de formes neuves et changeantes de criminalités qui affecteront nos réseaux vitaux. Cela suppose de créer un cadre de confiance suffisamment robuste pour échanger des informations qui permettront d'améliorer la gouvernance et de résister à la pénétration du crime au cœur même d'une activité vitale. Il serait pour le moins paradoxal que cette approche intégrée de la continuité puisse être mieux traitée par une norme privée de continuité d'activité telle que l'ISO 22301⁴ que par un dispositif public lié à la stratégie de sécurité nationale ■



© Université de Pau

- (1) Ensemble de technologies informatiques visant à optimiser la distribution d'électricité entre producteurs et consommateurs.
- (2) En France ces activités sont définies par le décret du 23 avril 2006 comme « un ensemble d'activités, essentielles et difficilement substituables ou remplaçables, concourant à un même objectif ou visant à produire et à distribuer des biens ou des services indispensables ».
- (3) Voir l'Instruction générale interministérielle relative la sécurité des activités d'importance vitale sur le site du, du SGDSN (http://www.circulaires.gouv.fr/pdf/2009/04/cir_1338.pdf).
- (4) Sécurité sociétale; état de préparation et systèmes de gestion de la continuité; exigences.



SÉMINAIRE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ

- **Journée d'échanges entre le secteur public et le secteur privé
« OIV, continuité d'activité et criminalité organisée »
mardi 17 janvier 2012**

L'objectif central de cette journée est de permettre une meilleure appréhension des modalités d'action de la criminalité organisée et de ses impacts sur la continuité d'activité des OIV. L'accent sera mis sur les risques liés aux sous traitants et sous traitants de sous traitants, parfois inconnus de l'opérateur principal. La journée permettra de faire un premier point sur la menace et les risques et de dresser un état des lieux des politiques et des mesures prises pour y faire face ainsi que sur la manière dont l'état peut accompagner les opérateurs. la journée est organisée autour de conférences, d'un déjeuner-débat, d'un atelier et d'une table ronde.

Télécharger le programme sur :

<http://www.inhesj.fr/?q=node/157&pg=1>

.....



- **Du 8 et 9 novembre 2011, Paris**
Inondations majeures, quelle prévention et quelles réponses ?
Pour en savoir plus :
<http://www.preventionweb.net/english/professional/trainings-events/events/v.php?id=22274>
- **Du 16 au 18 avril 2012, Brisbane (Australie)**
Australian & New Zealand disaster and emergency management conference
Pour en savoir plus :
<http://www.anzdm.com.au/>



LETTRE D'INFORMATION SUR LES RISQUES ET CRISES

LIREC



INSTITUT NATIONAL DES HAUTES ÉTUDES DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE
Département Risques et Crises

École Militaire – 1 place Joffre – Case 39 – 75700 PARIS 07 SP
Tél. : 01 76 64 89 00 – Fax : 01 76 64 89 31 – lirec@inhesj.fr
www.inhesj.fr

Cette lettre d'information est disponible après inscription à l'adresse : lirec@inhesj.fr

INHESJ – Département Risques et Crises

Chef du département par interim : Louis Barat – Rédacteur : Denys Marion

Les informations contenues dans ce document sont issues de sources ouvertes et ne sauraient être interprétées comme une position officielle ou officieuse de ses rédacteurs ou des services de l'état.

Faites nous parvenir régulièrement sur lirec@inhesj.fr

toute information concernant un événement, une manifestation : nous la diffuserons.

Site internet de l'INHESJ : www.inhesj.fr/